

Français

Message n° 64 – SHAMA

Grand peuple d'Iran,

Si les complots conçus contre un grand pays et une grande nation n'étaient pas à la mesure de la grandeur de ce pays et de cette nation, ce serait étonnant. Donc :

*Je t'informerai d'un complot ;
Je mouillerais tes yeux de chagrin.
Cette nuit noire, sombre et endeuillée,
Si tu m'aides, je la changerai en aube.*

Au moment même où la trahison de Reza Pahlavi a été déshonorée—lui qui a soutenu l'agression d'étrangers contre l'Iran et, afin de ne pas assumer la responsabilité du massacre de nos compatriotes les 18 et 19 Dey, a nié jusqu'à sa propre convocation—révélant ainsi, outre sa propension à trahir, son visage de « fourbe » et tirant le « coup de grâce » à l'espoir du retour d'une « monarchie héréditaire »—des traîtres à la nation murmurent des propos sinistres afin de préparer l'instauration d'un système de « tutelle héréditaire » inspiré du « califat omeyyade ». Ils dévoilent ce qu'ils appellent le « chef-d'œuvre » de Mojtaba Khamenei du 18 Dey, qui, selon eux, aurait rendu au pays « calme et stabilité » !! Autrement dit, ils considèrent le « massacre » d'un peuple descendu dans la rue pour défendre ses « libertés légitimes et ses droits naturels et fondamentaux » comme source de « stabilité et de calme », et « offrent » même la « médaille » de ce « chef-d'œuvre » à « l'ordonnateur de ce massacre », à savoir « Mojtaba Khamenei », afin de normaliser la « succession » au père—ignorant que Mojtaba donne des ordres de mise à mort depuis 37 ans. Nous portons à votre connaissance les points suivants :

1. Ali Khamenei a commis une « double trahison » en usurpant la fonction de guide malgré l'absence des conditions légales, car : d'une part, il a trahi le serment prêté en vertu de l'article 121 de la Constitution, selon lequel, en tant que président, il devait protéger la Constitution « en tant que dépôt sacré de la nation iranienne » ; et d'autre part, du fait de l'absence de conditions légales—qu'il a lui-même reconnue explicitement—il a commis une « trahison ». Par conséquent, sa tutelle est « nulle dès l'origine et il est déchu », et cette nullité et cette déchéance se sont « étendues » à toutes les institutions issues de lui.
2. Dès le départ, Ali Khamenei a été—et demeure—concerné par les trois cas prévus à l'article 111 de la Constitution. L'Assemblée des experts, en tant que mandataires et dépositaires du peuple, avait le devoir de le démettre de ce dépôt sacré de la nation, mais elle a aussi commis une « double trahison » : d'une part, en le nommant guide en 1368 malgré l'absence de conditions légales, elle a commis une « trahison de dépôt » ; et, dès l'instant où—du fait de la « découverte de l'absence » de conditions—elle devait le « démettre » et s'est abstenue d'accomplir ce devoir légal et religieux, elle a commis une « trahison manifeste et continue ». Par conséquent, l'Assemblée des experts est également « déchu », et les autres institutions, y compris le Conseil des gardiens, l'Assemblée des experts, le Parlement et la présidence, formés sous la supervision du Conseil des gardiens, ainsi que le gouvernement investi par ce Parlement, sont tous « illégaux et déchus ».

3. Non seulement la succession d'Ali Khamenei par son fils Mojtaba est « illégale et nulle », mais l'Assemblée des experts, déchue en raison de la « trahison de dépôt », est dépourvue de mandat et ne peut nommer personne d'autre comme guide, même si cette personne remplissait toutes les conditions des articles 5, 107 et 109.
4. Certains réformistes demandent la « démission » d'Ali Khamenei, mais cette demande est aussi « erronée », car la démission ne vaut que si une personne a accédé à une fonction en respectant les « règles et lois », alors que—comme nous l'avons expliqué à maintes reprises—Ali Khamenei a usurpé la fonction de guide par « fraude et trahison » ; il ne peut donc qu'annoncer son « retrait ».
5. Nous avons proposé au guide déchu « deux options » pour le transfert du pouvoir au peuple : « compromis ou procès ». Compte tenu du « massacre » de nos compatriotes, nous considérons l'option du « compromis » comme exclue, et nous livrerons non seulement Ali Khamenei, mais aussi « l'Assemblée des experts et ceux qui ont participé à la répression du peuple », aux mains de la « justice ».
6. Il semble qu'après le massacre, l'intimidation et la mise au pas, ils aient conclu que le peuple a été « terrifié », et que, quoi qu'ils fassent, il n'osera pas une « présence dans la rue et une protestation nationale ». Ainsi, une « grande conspiration » paraît imminente : Ali Khamenei se retirerait sous prétexte de « grand âge, sénilité et maladie », et l'Assemblée des experts, déchue, mercenaire et traîtresse, nommerait son fils sanguinaire—« Mojtaba ou Masoud »—comme successeur, se moquant du peuple d'Iran. Cette conspiration pourrait même bénéficier du soutien de certaines puissances étrangères, **mais—et mille fois mais—** accepterez-vous qu'on joue ainsi avec votre « intelligence » et, vous, grande nation, accepterez-vous cette « humiliation » ?!
7. Pour sortir le régime de cette « illusion » et lui faire comprendre que nous ne « trahisons » pas le sang de nos martyrs, que nous ne « récompenserons » pas les criminels et assassins de nos enfants, et alors que la présence de rue est pour l'instant réprimée—et compte tenu de la nécessité de « changer de tactique » et de montrer notre « volonté inébranlable » de « renverser » la République d'oppression, d'ignorance et de corruption et d'établir un système sécularo-démocratique fondé sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, porteur d'un message de paix et d'amitié au monde, et d'un retour à l'identité nationale et à la culture de la bienveillance iranienne—adoptons la tactique des « grèves nationales » et générales, de la « désobéissance civile », et de la coupure des « artères financières et économiques » du régime, et « lançons un plan nouveau ». Après avoir atteint une « solidarité » nationale complète, modifié l'équilibre des forces en faveur du peuple et créé la préparation nécessaire pour « prendre » les centres de pouvoir aux étapes suivantes, nous « mettrons fin » au régime.

Gloire au peuple d'Iran
Vive l'Iran

Conseil national de la révolution d'Iran
1404/11/7